



Rachetez votre abonnement 2021 maintenant. Le bulletin de versement est au milieu du journal.

AZB / P.P. 3018 Bern

L'IDEE

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

2/2021

Abo Fr. 35.-



DANS LE CANTON DE VAUD



ZAD DU MORMONT : Le conseil d'État rose-vert pris à son propre jeu !



Par Nicolas Fardel, La Tour-de-Peilz (VD)
Secrétaire général de l'UDC Vaud
Trésorier des Jeunes UDC Vaud

Je ne peux que saluer les opérations visant à évacuer les zadistes sur le site du Mormont, tout en regrettant que le Conseil d'État rose-vert ait été contraint d'user de la force après avoir légitimé la désobéissance civile en tolérant l'enlèvement de la situation. Toutefois, je dénonce la lâcheté

du Conseil d'État rose-vert dans la gestion de ce dossier, préférant se soumettre aux activistes illégaux plutôt que de faire respecter la loi. A mes yeux et aux yeux de l'UDC, la responsabilité du Conseil d'État rose-vert est totale dans ce fiasco ayant conduit le site du Mormont à devenir une zone de non-droit !

L'enlèvement de la situation le 30 mars au Mormont en raison du comportement illégal des zadistes prouve que cette évacuation intervient beaucoup trop tardivement et reflète la gestion calamiteuse de ce dossier par Béatrice Métraux. L'inaction répétée de notre gouvernement a conduit le site de Mormont à devenir une zone de non-droit. Voilà six mois que l'autorité est moquée. Il est plus que temps que cette parenthèse se referme. Notre pays offre des outils démocratiques très étendus pour se faire entendre. J'en appelle donc à la responsabilité sociale des occupants : personne n'a rien à gagner avec l'enlèvement de la situation !

Soutien à nos forces de l'ordre

Au cours des opérations d'évacuation, plusieurs activistes ont pris nos forces de l'ordre pour cible. Cette situation est intolérable et est le fruit d'une escalade de la violence tolérée par la gauche politique de notre canton. J'exige que les auteurs d'actes de violence envers nos policiers soient vigoureusement condamnés. Par cette action, notre parti réitère son soutien à l'ensemble

de nos forces de l'ordre qui sont régulièrement prises pour cible et moquées en toute impunité par les extrémistes de gauche.

Exigeons l'expulsion des zadistes étrangers !

Parmi les zadistes du Mormont se trouvent passablement d'agitateurs étrangers, tout spécialement venus dans notre canton pour provoquer l'autorité et en découdre avec les forces de l'ordre. Nous devons exiger que les dispositions prévoyant l'exclusion des étrangers criminels, et approuvées explicitement par le peuple en 2019, s'appliquent. Ces agitateurs ont pu bénéficier de toutes les mises en garde et de toute la bienveillance de la police. Ils ont eu de multiples occasions de cesser pacifiquement leur action et n'ont répondu que par la provocation et la moquerie. Il devient urgent de mettre fin à leur agissement en les expulsant de Suisse !!!

Qui paiera la facture ?

L'évacuation qui a lieu aujourd'hui a, malheureusement et par l'inaction de nos autorités, un coût important. Aussi, je déplore que le laxisme politique du Conseil d'État ait fait augmenter la lourde facture à la charge des contribuables vaudois. Notre parti ne peut tolérer que cette affligeante affaire et sa gestion calamiteuse soient financées par les vaudois et exige des mesures concrètes afin d'éviter qu'une situation identique ne se reproduise dans le futur. Ceci dans l'intérêt de l'ensemble des habitants de notre canton et de notre pays !



Photo: zvg



Actualités des Jeunes UDC suisses en un clin d'œil

Dans cette rubrique, le président parle de l'actualité et des points politiques importants des jeunes UDC.

Les jeunes ne veulent pas entendre le discours des politiciens, mais des ouvertures immédiates !

Les jeunes ne veulent pas entendre les politiciens exprimer leur « compréhension » pour leur situation, ni être félicités pour leur solidarité l'année dernière. Ce n'est qu'un pur discours de politicien pour la galerie. La situation des jeunes n'est pas améliorée par ce discours. Ce qui intéresse les jeunes, c'est de savoir s'ils peuvent poursuivre leur éducation normalement, s'ils peuvent à nouveau se rencontrer normalement, s'ils peuvent à nouveau sortir. La jeunesse aspire à la liberté et aux contacts sociaux et veut que le lockdown prenne fin. Les politiciens devraient enfin prendre les jeunes au sérieux. Et les prendre au sérieux ne signifie pas caqueter, mais agir. On ne cesse de parler de « perspectives ». Mais les perspectives réelles offertes se limitent au statu quo. Si les jeunes sont chanceux, ils auront quelques psychologues gratuits. C'est une plaisanterie et cela témoigne de l'aliénation croissante de la réalité de la classe politique dans la gestion des crises. **Une véritable perspective n'est offerte que par un retour immédiat à la normalité.** Notre appel aux politiciens : « Prenez enfin les jeunes au sérieux et laissez-les vivre à nouveau normalement. » Cela s'applique également à toutes les autres tranches d'âge.

Les privilèges de vaccination et le passeport vaccinal contre la jeunesse

Le débat public sur les privilèges accordés aux personnes vaccinées prend vraiment de l'ampleur. Le Conseil national et le Conseil des États ont adopté un amendement à la loi qui oblige le Conseil fédéral à définir les exigences relatives à la preuve officielle d'une vaccination ou d'un test. Pour les jeunes, cette discussion est brûlante, ce qui a incité les Jeunes UDC à introduire dans le débat des restrictions claires en matière de privilèges. Voici la situation : « Les jeunes ne sont pas affectés par le coronavirus. La vaccination n'est donc pas une priorité pour les jeunes. S'ils veulent néanmoins être vaccinés, ils seront les derniers à l'être, ce qui, dans l'état actuel des choses, ne se fera probablement pas avant l'automne. » Par conséquent, les règles suivantes doivent être prises en compte en ce qui concerne les privilèges de vaccination :

- **Les services et institutions publics doivent être exemptés de privilèges.** Dans le cas contraire, la Suisse enfreindrait officiellement la Constitution, introduisant par la loi une inégalité de traitement entre citoyens ; cela conduirait inévitablement à la division de la société et donc à une société à deux vitesses.
- **Il ne doit pas y avoir de contrainte ou d'incitation juridique directe ou indirecte pour les particuliers à introduire des privilèges de vaccination.** Il est ainsi donc intolérable que les restaurants ne soient autorisés à ouvrir que s'ils laissent entrer les personnes vaccinées.
- Les entreprises privées sont autorisées à introduire des privilèges de vaccination. Cela fait partie de la liberté économique. **Cependant, afin de ne pas mettre en danger la cohésion sociale, les Jeunes UDC lancent un appel aux entreprises et organisations privées : « S'il vous plaît, traitez tout le monde de la même manière ! Les personnes vacci-**



nées comme les personnes non-vaccinées ». Pourquoi les entreprises privées et les institutions culturelles telles que les clubs, les bars, etc. devraient-elles traiter de manière préférentielle les personnes vaccinées ? Si elles accordaient un traitement préférentiel aux personnes vaccinées, elles traiteraient les jeunes comme des citoyennes et citoyens de seconde zone et

les priveraient de toute perspective de passer un été raisonnablement normal. Le traitement préférentiel développerait également une contrainte indirecte à la vaccination sur tous les citoyens et les citoyennes.

Ne laissez pas les blagues de Radio Energy et leurs consorts devenir réalité ! (cf. photo)

La population doit être autorisée à descendre dans la rue pour réclamer sa liberté.

La population a un grand besoin de manifestations. C'est ce qui est clairement apparu pour la première fois à Liestal (BL) lors de la manifestation contre les mesures, à laquelle ont participé des milliers de personnes. Depuis lors, des rassemblements très suivis ont eu lieu dans tout le pays. Brandissant des drapeaux suisses et agitant des cloches de vache, des milliers de détracteurs des mesures ont scandé : « Liberté, pas dictature ». Ce n'est pas surprenant. La structure étatique de la Suisse est basée sur le fédéralisme, la démocratie directe et la séparation des pouvoirs. En outre, de nombreux droits fondamentaux sont inscrits dans la Constitution fédérale. De ce fait, les abus flagrants en Suisse ne se produisent quasiment pas ou sont corrigés immédiatement. La population a à tout moment la possibilité de s'organiser et d'intervenir efficacement sur le plan démocratique. C'est pourquoi les manifestations sont généralement perçues comme obsolètes en Suisse.

Mais ce qui se passe en Suisse en ce moment n'est définitivement plus la norme. Le fédéralisme dégénère en un exercice alibi, les institutions ne sont que peu respectées, les droits fondamentaux sont restreints. Lorsque la démocratie ne fonctionne plus, le besoin de rassemblements au sein de la population augmente. Dans son ordonnance Covid, le Conseil fédéral a levé la restriction du nombre de personnes lors des manifestations. Cela a été fait au motif que ces manifestations étaient d'une grande importance du point de vue du droit fondamental et constitutionnel.

Les déclarations de la conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneider sont donc choquantes. Mme Schneider-Schneider a clairement indiqué à nau.ch qu'elle souhaitait que les manifestations soient totalement interdites. Quelle chronologie ! D'abord le gouvernement restreint les droits fondamentaux de la population, puis la population tente de s'organiser légalement pour s'opposer à ces restrictions arbitraires, enfin les politiciens tentent de tuer dans l'œuf la résistance de la population. La conseillère nationale du PDC passe ainsi en mode dictateur. La manipulation de nos libertés est alarmante et inquiétante.

Les Jeunes UDC prennent donc des contre-mesures. Nous demandons que



le canton de Berne, qui est particulièrement important pour les manifestations, lève sa restriction de 15 personnes pour les rassemblements. Les manifestations doivent être autorisées dans tous les cantons sans restriction. Si ce n'est pas le cas, l'État contraint la population à la quasi-désobéissance civile. La population doit être autorisée à descendre dans la rue pour réclamer sa liberté. Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?

Lettre des jeunes partis de gauche au Conseil fédéral

Les Jeunes des partis de centre et de gauche ont cherché cette semaine un échange avec le Conseil fédéral par le biais d'une lettre ouverte. Les Jeunes UDC et les Jeunes Libéraux-Radicaux ne font pas partie des signataires. Lors des négociations sur le contenu de cette lettre, il est rapidement apparu que les partis des Jeunes de centre-gauche ne voulaient pas nommer une seule mesure de détente significative après une année de lockdown. Il ne s'agit donc pas d'une lettre du point de vue des jeunes, mais d'une lettre qui est dirigée contre les préoccupations centrales des jeunes. **La jeunesse ne veut pas de psychologues, elle veut enfin retrouver sa liberté et sa vie sociale.** C'est également ce que démontre de manière impressionnante l'enquête réalisée en mars par l'institut d'études d'opinion Sotomo :

- 70 % des jeunes craignent des restrictions de leur liberté ;
- 64 % des jeunes craignent l'isolement social ;
- 57% des jeunes sont favorables à des mesures économiques moins restrictives.

La lettre s'enfonce ainsi en une auto-dramatisation hypocrite des partis Jeunes de gauche. Seule la déclaration contre les privilèges de la vaccination est louable. Cependant, la Jeunesse UDC a déjà pris publiquement position à ce sujet à plusieurs reprises.

Les jeunes de la Task Force Covid

Mettre des représentants des jeunes dans la Task Force Covid est une mauvaise approche. Si l'on considère la Task Force Covid comme déterminant à elle seule notre sort à toutes et tous et comme instance ultime, alors il

serait juste d'y siéger. Mais il s'agit d'une approche centraliste, où la politique est élaborée du haut vers le bas. C'est extrêmement peu helvétique. La Task Force Covid conseille le Conseil fédéral sur les questions scientifiques. Ni plus ni moins. Cet organe ne devrait pas avoir droit à plus de poids. **Pour exercer une influence, il suffirait que le Conseil fédéral prenne enfin au sérieux la voix des cantons, des associations, des représentants des jeunes, etc.** Ce serait la manière suisse. Il serait erroné et dangereux de gonfler davantage la Task Force Covid. Mais les partis Jeunes de centre et de gauche semblent vraiment vouloir faire de la politique par le haut avec une Task Force Covid trop importante.

Les Jeunes socialistes se mettent à nu, les jeunes UDC parlent clairement

La présidente des Jeunes socialistes a pris position contre le « plan de détente » du Conseil fédéral. Elle affirme que les jeunes sont maintenant jetés en pâture. C'est probablement la chose la plus stupide qui n'ait jamais été dite sur le sujet. Ce sont les mesures coercitives de l'État qui rongent l'avenir des jeunes. Le virus ne concerne pas les jeunes. Mme Jansen est une fanatique des mesures. Elle représente la classe politique et non les jeunes. Les jeunes veulent de la normalité, de la liberté et des contacts sociaux, ils en ont assez du harcèlement lié au lockdown. De plus, il ne s'agit pas d'assouplissements, mais de décisions de fermeture pour une autre période prolongée. Le Conseil fédéral doit se rendre compte que les mesures coercitives de l'État provoquent une souffrance importante et durable, surtout chez les jeunes, et que toutes les mesures doivent donc être levées immédiatement. **La JS se livre à une campagne de peur dans le but de maintenir le paternalisme et les pleins-pouvoirs de l'État.** C'est la JS, entre toutes, qui enfonce encore plus la classe ouvrière, généralement plus pauvre, dans la pauvreté avec des mesures dans le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie. La logique qui sous-tend le comportement des jeunes socialistes, la voici : la politique d'enfermement rend de nombreuses personnes dépendantes de l'État, ce qui convient très bien à la JS. De cette manière, les jeunes socialistes se dévoilent.

COMMENTAIRE



Le Valais : derrière sa nouvelle Constitution...

Par Martin Reist, membre JUDCVR

L'histoire définit notre territoire comme étant la « République du Valais ». Il s'agit, à la source, d'un héritage gréco-romain complexe où les mouvances et la temporalité composent avec l'Homme. Déjà la source du vocable « République » exige plusieurs axes de compréhension : la cité ; le droit ; la Raison ; une constitution ; une Éthique ; du religieux ; du sacré et puis des hommes et des femmes. Il est nécessaire d'entendre Dieu ou religion comme un « symbole » absolu à travers une civilisation de deux millénaires. Il est également impératif de comprendre le rôle universel du sacré dans notre histoire.

Le Valais est en terre chrétienne. Aujourd'hui, deux courants s'affrontent, par-delà la politique politicienne et vulgaire, par-delà le quotidien : le courant « *néo-libéral mondialiste* », pour une désacralisation de la société et du religieux afin de maintenir le citoyen dans une logique marchande, sans entrave morale ; le courant « *Patriote* », pour un mouvement spirituel et moraliste, respectant l'héritage historico-religieux où l'identité prime sur l'idéologie de la globalisation.

En Valais, il est question de réécrire la Constitution. La nécessité de saisir les combats secrets : dissolution ou maintien de notre identité séculaire...de notre substance ? Cette manœuvre relève exclusivement des idéologies de minorités agissantes telles que les lobbies politiques. Le débat actuel n'est qu'une représentation typique de ces progressismes autoritaires contre les valeurs de la Constitution de 1907.

Ces mécanismes peuvent être compris à travers un exemple histori-

que comme les luttes idéologiques de 1738, lorsque le Pape Clément XII condamne la franc-maçonnerie dans sa bulle *In eminenti*, et se poursuit jusqu'à la Révolution française de 1789, révolution bourgeoise où l'on n'a pas seulement coupé la tête du Roi, mais bel et bien cherché à décapiter Dieu-élément constitutif de notre civilisation. L'on retrouve encore une fois la logique de désacralisation maçonnique en demi-teinte derrière le discours laïc actuel. Leurs dignes héritiers se tiennent aujourd'hui dans les rangs de cette gauche matérialiste, partisane du mariage pour tous, vote des étrangers, vote à 16 ans, représentation par sexe, etc. ou de ceux des apprentis-sorciers qui projettent de trancher l'appel « *Au nom de Dieu* » à l'en-tête de notre Constitution ; faux socialistes mais véritables frères, aux intérêts communs, des descendants divers et variés des courants mondialistes.

Pour compléter ce constat, la drôlerie est d'autant plus flagrante que ce sont souvent les mêmes politiciens qui applaudissent des deux mains à l'imposition de la nourriture halal ou de toute idée d'un multiculturalisme triomphant qui réclamerait des congés islamistes dans les écoles publiques. Ces fameux tribalistes fracturent la République.

L'action mondialiste exige une dissolution des traditions et des institutions. On appelle cela une vision « laïque ». De nos jours, la gauche est la représentante absolue de cette idéologie vicieuse. La politique est parfois un triste théâtre.

L'UDC reste le seul parti qui assure la continuité historique de nos communes, de nos cantons et de notre Patrie !

Restaurants, éternels boucs émissaires



Par Kevin Bonvin, membre JUDCVR

Cet article est le condensé de la voix divergente que je porte, afin que la minorité opprimée à laquelle j'appartiens soit entendue. Fils de restaurateurs et diplômé universitaire, revenu

d'un stage à l'étranger trois semaines avant la décision du confinement, je suis doublement impacté par cette crise. Ma voix est donc celle d'un jeune homme parmi tant d'autres Suisses et Européens, dont les débuts sur le marché déjà saturé du travail et l'avenir prometteur ont été délibérément détruits sans le moindre état d'âme par nos dirigeants, et qui ne peut plus compter sur ses parents, interdits de gagner leur vie honnêtement.

Rétrospective

Le vendredi 13 mars 2020, date funeste, les écoles gardent portes closes au nom d'une technique médiévale dont le vocable n'avait jusqu'alors même plus droit de cité dans une Europe aux frontières poreuses et totalement offerte au monde : le spectre du confinement nous menaçait tous. Lundi 16 mars au soir, les premiers cantons imposent le lockdown, suivis par tout le pays le lendemain. Pour qui possède une excellente mémoire, un esprit analytique, et qui a l'habitude de sauvegarder les articles et parutions journalistiques au moment de leur sortie (déformation professionnelle, je suis historien), il apparaît clairement dès le début que toute la communication du Conseil fédéral sera maculée d'accrocs, en dépit de ses piteux efforts pour rendre l'instant solennel. Ce sera le péché originel de tous les Suisses qui acceptent de communier dans la peur instillée par les autorités mondiales.

Le 16 mars, alors que tous les commerçants reçoivent l'ordre de baisser le rideau pour une raison qui m'était alors incompréhensible et qui demeure aujourd'hui encore totalement disproportionnée à ma raison, le Conseil fédéral se ravise et annonce la date du 19 avril : les deux semaines de « solidarité » se muent ainsi en cinq semaines. La coupe est dure à avaler pour les milieux touristiques, qui comprennent que la saison est sacrifiée. Pour moi qui tousse, atteint du virus, et qui ai déjà contaminé ma famille, c'est un scandale ! J'y vois prophétiquement une perte totale de nos libertés, volontairement abdiquées par la majorité de la population. Je hurle ma colère sur les réseaux sociaux, prédisant que si nous nous soumettons aujourd'hui, il en sera fini de notre liberté et que le Conseil fédéral bénéficiera désormais d'un précédent pour nous enfermer quand bon lui semblera à l'avenir. Plusieurs followers et personnes que je pensais être des amis estiment alors

que j'exagère, que ce n'est que temporaire, qu'il faut se montrer « solidaires envers les services de santé » et les malades. J'étais isolé avec mes opinions, tel que le montre ce graphique officiel datant du 26 mars 2020.

Dans les jours qui suivent, mes parents peinent à respirer et le moindre mouvement devient pour eux un effort physique intense qui leur arrache des râles sépulcraux. Moi-même n'arrive plus à monter les escaliers tant je suis essoufflé. Mais les hôpitaux refusent de nous recevoir, même pour une simple auscultation. Vous pensez bien que je n'ai jamais applaudi le soir à ma fenêtre après un tel refus de soins ; à la place, je déverse en ligne toute ma frustration quant à la ruine programmée de ma famille, l'annihilation de toute chance d'obtenir un emploi dans les mois qui viennent, et la destruction de l'identité même de l'homme, animal social et politique, réduit à l'enfermement et au silence. Je perds les trois quarts de mes contacts réguliers durant cette période, enfermés dans leurs schémas et incapables de faire preuve d'empathie envers le seul porteur avéré de ce virus parmi leurs connaissances. « Tu veux tuer ta grand-mère ? » est leur unique argument ; c'est aussi le plus inepte et le moins pertinent qu'il m'ait été donné d'entendre jusqu'alors. Depuis quand les décisions socioéconomiques et politiques sont-elles basées sur la somme des émotions hypersensibles d'individus effrayés ? C'est l'antithèse de ce qui permit l'essor des civilisations, la pure négation de la raison et de la vertu morale. Relisez Platon, Aristote, Cicéron, Sénèque ! Et si ces noms ne vous évoquent rien, reportez-vous donc à Machiavel, Montesquieu, Burke, Schopenhauer ou de Tocqueville.

Réouverture des terrasses : d'où vient la pression ?

À l'heure d'écrire ces lignes, force est de constater que mes ex-amis et anciens followers avaient tort. Ainsi que je l'avais prévu, le pouvoir étatique a réussi le tour de force de faire fermer non pas une, ni deux, mais trois fois les restaurants ! Après le 16 mars 2020, mes parents, qui ont finalement survécu sans aide médicale, ont dû se résigner à refermer début novembre, puis, après 10 jours de reprise, le 26 décembre de la même année maudite. Quand sera la suivante ?! En effet, cette question est légitime : M. Berset a décidé d'autoriser les bistrotiers à ouvrir leurs terrasses... jusqu'à la prochaine hausse des « cas ».

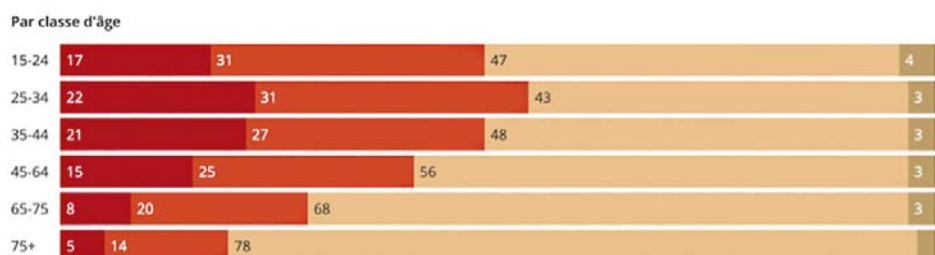
Mais pourquoi avoir autorisé de rouvrir les terrasses ? Nous sommes nombreux à soupçonner derrière l'acharnement des autorités contre les restaurants le lobby intense des assurances et caisses maladie. Il paraît donc surprenant que du lest ait été soudainement lâché, *a fortiori* quand un mois plus tôt, M. Berset et les professionnels de la branche argumentaient qu'il serait injuste et discriminatoire d'exploiter les terrasses seulement. Non seulement cela péjorerait les établissements qui en sont dépourvus, mais encore, comment gérer une soudaine averse ? Les clients sont-ils vraiment prêts à se laisser tremper jusqu'aux os pour finir leur repas ? De plus, pourquoi autoriser leur ouverture à la mi-avril, et non plus tôt ? La saison de ski venant à peine de se terminer, ouvrir les terrasses en avril, c'est faire cadeau aux bistrotiers des villes et condamner les établissements de montagne à crever la bouche ouverte. Oh, il y a certes quelques clients qui nous ont appelé pour demander si nous rouvrions, mais est-ce bien raisonnable quand le thermomètre indique à peine 0°C et que brouillard et vent découragent toute initiative ?

Pendant ce temps, les terrasses des villes débordent de groupes de gens qui ne respectent même pas les mesures imposées par le Conseil fédéral. Personne ne le porte son masque entre les repas ou lorsque son verre est vide. Du reste, personne ne le finit, pour avoir une excuse au cas où la police viendrait amender. Ainsi, je me demande vraiment quel est l'intérêt pour le quidam de se rendre sur les terrasses des restaurants ? On reste

Les mesures de limitation de la liberté de mouvement

en %

■ ne vont clairement pas assez loin ■ ne vont pas assez loin ■ sont appropriées ■ vont un peu trop loin ■ vont clairement trop loin



Chiffres arrondis

Graphique: kr • Source: sotomo, 2020 • [Récupérer les données](#)

en extérieur (seuls les privilégiés qui ont accès à une cantine d'entreprise ou qui peuvent se payer un hôtel bénéficiant d'un toit), mais il faut s'enregistrer (et donc accepter d'être fiché, traqué et de subir une « quarantaine » en cas de « contact »), porter sa muselière (contrairement à l'espace public où il est encore autorisé de se montrer à visage découvert), et payer plus cher son repas qu'à emporter, sans pour autant bénéficier du service habituel du restaurant. En somme, que des inconvénients que les badauds semblent pourtant accepter.

Pour répondre à la question, deux hypothèses me viennent à l'esprit : M. Berset a décidé d'ouvrir les terrasses pour satisfaire la masse des fonctionnaires, cette unique catégorie sociale qui n'a pas perdu un centime pendant les multiples confinements, et qui constitue la masse de soutien de la politique fédérale. Mais ces privilégiés ont commencé à râler avec le retour du beau temps. Il a alors vite fallu accorder à la fidèle base du régime une carotte à la hauteur de la vacuité intellectuelle de ceux qui la réclame : les terrasses pour les apéros ! La seconde hypothèse est plus cynique : les terrasses ont été rouvertes en avril en sachant que les cas remonteront et justifient une nouvelle fermeture programmée, comme en France, avant les vacances de l'Ascension et de Pentecôte. À ce rythme, les vacances d'été risquent fort d'être à nouveau une saison blanche pour les restaurateurs, résignés à survivre grâce aux « aides » étatiques, qui ne sont que l'expérimentation à échelle réelle du revenu de base universel, pourtant rejeté en votation par le peuple suisse.

Remise en perspective

Je me contenterai de chiffres et de faits pour conclure. La grippe espagnole provoqua en deux ans et demi (1918-1921) entre 20 à 50 millions de morts, voire 100 millions selon les nouvelles « réévaluations de 2020 ». Cela équi-

vaut au décès de 2 à 10% des personnes infectées, elles-mêmes estimées à hauteur de 500 millions, soit 27% de la population mondiale d'alors (estimée à 1,8 ou 1,9 milliard d'habitants). Fait d'importance : toutes les catégories d'âge étaient touchées, avec même un pic de décès chez les 20-40 ans. Il s'agit à la fois de la cohorte générationnelle en âge de se reproduire, et de la cohorte dont les représentants mâles ont été envoyés combattre dans les tranchées et en sont revenus traumatisés. Cette génération, double victime de la guerre et de la maladie, est appelée par les démographes Lost Generation... c'est tout dire. Aucune mesure sanitaire particulière n'a été prise, les gens ont continué à vivre comme ils le pouvaient dans une Europe détruite, ruinée et endeuillée.

Voyons à présent notre situation. Un an et trois mois après que la pandémie a commencé, nous sommes donc à mi-chemin par rapport à la grippe espagnole. Le tableau du nombre de morts atteint tout juste trois millions de morts, pour une population mondiale estimée à huit milliards, soit... 0,04% de la population mondiale. Les morts sont majoritairement des retraités atteints de comorbidités, et contrairement à la Génération perdue qui a souffert toute sa vie, ils font partie des Baby-boomers, cette génération dorée qui n'a connu que paix et prospérité toute sa vie et a imposé son mode de vie libertaire au monde. On instaure un régime drastique et liberticide qui détruit l'économie, sabote l'avenir des jeunes, détruit un système éducatif aux résultats déjà bien misérables, et on condamne un tiers de cette même jeunesse à recourir à l'aide d'un professionnel de la psychiatrie pour dépression et addictions diverses.

Si nous pensions que la situation des années 2010 était médiocre, je peux assurément affirmer que les années à venir seront encore pires. Ce n'est que le commencement.

« Les peuples ont-ils le droit de défendre leurs intérêts ? » NON dixit Les Gauchistes

Par Antoine Augsburger, responsable de la communication du comité JUDCVR

Connaissez-vous la tactique du salami ? C'est une expression inventée par un dirigeant communiste hongrois qui consiste à enlever petit à petit, comme les tranches d'un salami, les idées contraires à sa doctrine. Et il n'y a pas à dire, nos Gauchistes actuels en sont les dignes successeurs et la manient avec brio quand il s'agit de faire imposer leur idéologie au détriment du peuple suisse.

Leurs délires ont-ils une fin ? La question est légitime. Après leur volonté de toujours plus d'intégration européenne, d'une immigration sans limites, de supprimer les frontières, de faire appel aux juges étrangers pour rectifier les décisions d'une votation... voici qu'en pleine période de crise sanitaire, ils nous mettent sur la table un brellan désespérant. Allez-y, annoncer votre jeu !

« Droit du sol, droit de vote des étrangers au niveau fédéral et assouplissement des conditions de naturalisations. Vous allez faire quoi, ne cherchez pas à discuter, n'émettez aucun doute, c'est pour le Bien (bon, peut-être pas le vôtre), on défend le monde, nous, l'humanité, nous, contrairement à vous, petits xénophobes racistes rétrogrades. »

Leur volonté de sauver le monde en accueillant la terre entière est certes louable, elle n'en reste pas moins dangereuse quant à la nécessité de garantir un environnement viable en Suisse. Ces mesures proposées sont un appel d'air à toujours plus d'immigration, et donc de toujours plus de population. Dans un monde toujours plus peuplé où le nombre de crises ne cesse de s'accroître, l'Afrique comptera jusqu'à quatre milliards d'habitants dans cent ans pour une Europe dont la population diminuera ; ainsi, la pression migratoire ne cessera d'augmenter et apportera avec ça son lot de tension.

Ajoutons à cela l'ironie suivante : ceux qui demandent toujours plus



d'immigration sont ceux qui demandent toujours moins d'infrastructure, militent pour la décroissance ou, comme ils viennent tout juste de le faire, demandent l'arrêt de la construction de route nationale en 2030. Il n'y a besoin d'être un génie pour comprendre que plus de monde implique plus d'infrastructure.

Il ne faut pas non plus oublier que la Suisse est le pays d'Europe qui subit la plus forte pression migratoire. La Suisse est également l'État dont la population est l'une des plus denses si l'on prend en compte les surfaces inexploitablees comme les Alpes. Nous possédons une population équivalente à l'Autriche d'environ 8 millions d'habitants, pour deux fois moins de territoire. Et pourtant, nous avons pour 2019 un solde migratoire annuel de plus de 55'000 personnes, résultat supérieur à celui de la France (hausse de 45'000 personnes) pour une population huit fois moindre !

Tous ces faits et arguments nous montrent bien que la Gauche actuelle est complètement déconnectée de la réalité et ne cherche qu'à imposer son idéologie au détriment des intérêts du peuple suisse et de son confort. Ainsi se pose la question suivante en conclusion de notre article : les peuples ont-ils encore le droit de défendre leurs intérêts ?



Loi sur la chasse, initiative « eau propre » et « pour une Suisse libre des pesticides de synthèse », la remise en cause de notre souveraineté

Par Guillaume Kolly

À la suite de l'échec en votation populaire de la loi sur la chasse le 27 septembre dernier, le clivage ville-campagne semble se renforcer ; les citoyens semblent toujours plus loin, idéalisant toujours plus la vie des habitants des campagnes, sans en saisir les enjeux inhérents. Cela doit nous interroger avec plusieurs initiatives remettant en cause la production agricole en Suisse et par la même, un élément essentiel de la souveraineté nationale.

Si la loi sur la chasse n'était pas à proprement parler un objet portant directement sur la loi sur l'agriculture, il n'empêche que son refus sonne comme un désaveu pour les milieux agricoles. En effet, l'Union Suisse des paysans s'était clairement prononcé en faveur du texte. Si le refus de cette loi n'entraîne pas une diminution significative de la production agricole suisse, il n'en va pas de même pour les prochains objets fédéraux. L'initiative « eau propre » risque, par exemple, de mettre à mal des systèmes de production déjà malmenés par les marchés et les ravageurs. Les récoltes de betteraves de cet automne témoignent du danger pour la sécurité

alimentaire à exclure des produits phytosanitaires sans alternative crédible. L'initiative « pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » veut interdire les importations de denrées ne correspondant pas aux normes suisses. Sachant que les coûts de production à l'étranger sont nettement inférieurs qu'en Suisse, l'on pourrait voir émerger une production agricole *ad hoc* dans des pays étrangers visant uniquement le marché suisse. Et cela pour autant que les autorités suisses soient en mesure d'assurer la traçabilité de ces produits.

Les agriculteurs suisses sont conscients des problématiques liées à ces initiatives. Le programme actuel des prestations écologiques requises comporte nombre d'exigences uniques au monde visant à concilier production agricole et biodiversité.

Ces initiatives, dont les objectifs peuvent paraître louables, contribuent pourtant à renforcer la dépendance à l'étranger et tout particulièrement vis-à-vis de l'Union Européenne dont est importée une proportion conséquente de produits agricoles. Afin de préserver notre agriculture, nos capacités de production, notre souveraineté, il est plus que jamais important de s'opposer à ces initiatives.

NON à la loi sur le CO2 :

Car elle est ...

Coûteuse, parce que ...

- elle **augmente le prix de l'essence et du diesel de 12 centimes par litre !**
- elle **fait plus que doubler la taxe sur le mazout et le gaz !**
- elle **introduit une nouvelle taxe allant jusqu'à 120 francs sur les billets d'avion !**
- elle **interdit pratiquement les systèmes de chauffage au mazout et au gaz !**

Inefficace, parce que ...

- la Suisse n'est responsable que de 1 millième des émissions climatiques mondiales !
- **la Suisse est déjà exemplaire en matière de politique climatique, même sans nouvelle loi sur le CO2 !**

Antisociale, parce que ...

- la loi sur le CO2 **frappe surtout les pendulaires, les habitants des régions périphériques, les locataires, les personnes à petit budget et les simples commerçants !**
- une grande partie du commerce et de nombreux salariés et indépendants sont menacés dans leur existence à cause du Covid. **Et maintenant, l'essence et le chauffage vont devenir encore plus chers ?** On ne peut pas se le permettre !



**Coûteuse.
Inefficace.
Antisociale.**

Non à la loi ratée
sur le CO2

www.loico2-ratee.ch

Soutenez notre campagne !



Être une femme aujourd'hui



Par Marion Vergères
secrétaire du comité JUDCVR

Si on se réfère aux médias, on a vite l'impression qu'être une femme est aujourd'hui très compliqué. D'expérience, je peux vous affirmer que ce n'est pas vrai. Les femmes peuvent faire une immense quantité de choses sans être péjorées par leur statut. Il n'y a pas

un seul secteur, hormis les secteurs où les capacités physiques jouent un rôle prépondérant, qui ne leur est refusé.

Si vous écoutez les gens sans faire distinction de leurs orientations politiques, vous pouvez même vous faire une petite idée quant aux situations ou événements où les femmes sont favorisées. Même si certains le contestent, la politique, les divorces et certains métiers donnent un avantage systématique, ou presque, aux femmes. Quant à la soi-disant différence salariale entre les hommes et les femmes, les calculs utilisés sont faux puisqu'ils se réfèrent à la totalité des salaires perçus globalement, sans tenir compte ni

des métiers pratiqués, ni du temps de travail, ni de l'investissement personnel, ni des titres et diplômes. Si on tenait compte de tous ces paramètres, et sachant que la grande majorité des dirigeants des multinationales sont des hommes, pragmatisme oblige, la différence serait d'environ 3%, et elle tend à disparaître.

De nos jours, plus aucune femme n'est jugée si elle entre seule dans un café, si elle conduit une moto, si elle fait du rallye ou du parachutisme ; au contraire, c'est même plutôt bien vu. Leur liberté de vivre comme elles l'entendent est très grande et en sus, elles sont encore particulièrement bien protégées par ce qui demeure encore de la galanterie, inhérente à notre civilisation chrétienne.

Il est quand même curieux de constater que les féministes prennent toujours à parti l'indigène pour le pénaliser sur la base de comportements pourtant propres à ceux d'allogènes aux codes sociaux différents des nôtres. Si les femmes étaient vraiment aussi peu considérées, on ne leur donnerait pas autant la parole partout dans les médias pour se plaindre de ne pas y avoir droit. Cette espèce de tentative de séparation et de lutte entre les sexes est un combat purement négatif et de la récupération politique.

Hommes et femmes, nous sommes différents et ne serons jamais réellement égaux ; mais nous sommes complémentaires, et c'est bien ainsi. Je me sens femme et j'ai envie de le rester. Le statut d'homme ne m'attire pas.

La secte de Greta prête à détruire encore....

Par Léonard Martin, président JUDCVR

Les deux initiatives (« Pour une eau potable propre et une alimentation saine » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ») sur lesquelles nous serons amenés à voter le 13 juin sont une nouvelle attaque contre notre agriculture locale et notre marché interne. Sous couvert de fausse écologie et de méconnaissance notable, on nous vend le fait de ne plus utiliser de produits de synthèse qui protègent nos plantations. Cela réduirait la part de production de bon nombre de nos produits, ce qui impliquerait une im-

portation massive de ceux-ci. Mais dans leur grande sagesse, les initiants s'attaquent aussi à l'importation. Nous ne devrions pouvoir importer que des produits qui n'utilisent pas de pesticides. Ainsi, nous serons limités dans l'importation. Le citoyen ne trouvant plus ces produits chez nous partira alors ailleurs les acheter. Production diminuée, importation limitée et tourisme d'achat, voilà le résultat dont nous ne voulons pas.

Un grand NON à ces deux initiatives.

LA REDACTION



EDITEURS :

- Union Démocratique du Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S:

- Léonard Martin (VS)
- Elodie Jobin (JU)
- Coraline Laub (VD)
- Florent Morandi (VD)
- Guillaume Kolly (FR)
- Leo Rouvinez (VS)
- Marion Vergères (VS)
- Nicolas Fardel (VD)
- Patrick Sonnay (VD)
- Patrizia Mori (VD)
- Tania Balzarini (VD)
- Vincent Rey (VS)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication/

Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, Conseiller de ville, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen, tf@thomas-fuchs.ch

Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP

Rédaction DIE IDEE, Boîte postale, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: Député David Trachsel, 4052 Bâle; Erich Hess, conseiller national, député et conseiller de ville, 3018 Berne; Patrick Freudiger, avocat, député et conseiller de ville, 4900 Langenthal; Andreas Gerber, 3537 Eggwil; Kevin Bonvin, 1950 Sion

Téléphone: 079 302 10 09

Fax: 031 981 41 61

Site internet: www.zeitungidee.ch

Courriel: idee@jsvp.ch

PC-Konto:
Junge SVP Suisse 15-176039-8

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans «L'IDÉE». Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
15-176039-8
www.jsvp.ch





POUR LA LIBERTÉ : Non à la taxe sur le CO₂ et aux initiatives anti-agricoles extrêmes !



Par Nicolas Fardel, La Tour-de-Peilz (VD)
Secrétaire général de l'UDC Vaud
Trésorier des Jeunes UDC Vaud

Afin de lutter contre l'extrémisme écologique, il est de notre devoir de nous opposer à la nouvelle loi sur le CO₂, coûteuse et inutile, ainsi qu'aux deux initiatives moralisatrices et nuisibles contre les agriculteurs de notre pays. Pour garantir nos libertés, glissons trois NON dans l'urne le 13 juin

afin de mettre fin à l'extrémisme écologique qui gangrène notre pays. Également soumise au vote, soutenons la loi fédérale de lutte contre le terrorisme afin d'augmenter notre sécurité !

La loi sur CO₂ augmentera démesurément le prix de l'essence. Cette nouvelle taxe sera aussi coûteuse, qu'inefficace et inutile. Elle représentera une charge insupportable pour les classes moyennes et populaires. La hausse de la taxe CO₂ est injuste et disproportionnée. Nous ne laisserons pas tomber les classes populaires, les régions rurales, les pendulaires et toutes les personnes et familles qui seront prises à la gorge à cause de cette loi injuste. Contrairement aux autres partis, l'UDC et les Jeunes UDC seront aux côtés des victimes de cette imposture politique !!!

NON aux initiatives phytosanitaires extrêmes et néfastes pour l'agriculture !

Si ces deux initiatives extrêmes étaient acceptées, les agriculteurs ne seraient plus en mesure de remplir leur mission de base et l'approvisionnement de la Suisse en denrées alimentaires saines, sûres, de qualité et produites de manière durable serait remis en question. Ces initiatives vont trop loin et péjoreront le travail des paysans. De plus elles n'amélioreront en rien les conditions environnementales.

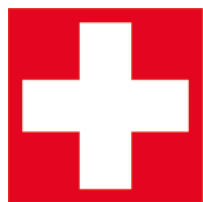
Les consommateurs suisses sont bernés car les denrées alimentaires étrangères disponibles en grandes surfaces continueront à être traitées aux pesticides. Les seuls effets de ces initiatives seront de renchérir les denrées alimentaires suisses et de condamner de nombreuses exploitations agricoles suisses à la faillite !

OUI à plus de sécurité contre le terrorisme

Il est impératif de soutenir la loi sur les mesures policières. La police a besoin d'instruments supplémentaires pour surveiller les terroristes potentiels dans le but de protéger notre population. Malheureusement, le terrorisme islamique progresse également dans notre pays, les exemples de Morges et Lugano le démontrent. Il est de notre devoir de donner à nos forces de l'ordre les moyens d'assurer notre sécurité.

L'objectif de cette réforme est de permettre de mesures préventives aux personnes contre des personnes dont émane une menace terroriste, par exemple l'interdiction de contacts, l'obligation de s'annoncer et de participer à des entretiens ou encore l'assignation à résidence qui représente la mesure la plus sévère. La détention à domicile doit cependant être ordonnée sur proposition des organes de police par un tribunal appliquant les mesures de contrainte.

Grâce à cette loi équilibrée et parfaitement ciblée, nos libertés seront assurées et les risques d'attaques seront largement réduits. Soutenons-la !



**La politique t'intéresse ?
Tu souhaites t'investir pour ton pays, la Suisse ?
Engage-toi dès maintenant !**

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE, IDEE@JSVP.CH

